



UNION INTERNATIONALE
POUR LA CONSERVATION
DE LA NATURE

BUREAU RÉGIONAL
AFRIQUE CENTRALE
ET OCCIDENTALE
RAPPORT ANNUEL 2024

La terminologie géographique employée dans cet ouvrage, de même que sa présentation, ne sont en aucune manière l'expression d'une opinion quelconque de la part de l'UICN sur le statut juridique ou l'autorité de quelque pays, territoire ou région que ce soit, ou sur la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de l'UICN.

Publié par : UICN, Bureau régional, Afrique Centrale et Occidentale, Dakar-Sénégal.

Produit par : Unité de Développement institutionnel et de la communication.

Copyright : © 2024 UICN, Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Crédit photo : UICN

La reproduction de cette publication à des fins éducatives ou à d'autres fins non commerciales est autorisée sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit dûment mentionnée. La reproduction de cette publication à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans l'autorisation écrite préalable du détenteur des droits d'auteur ().

Citation recommandée : UICN (2024). Rapport annuel 2024 - UICN-Bureau régional Afrique Centrale et Occidentale Dakar - Sénégal : Complexe SICAP Point E, Bâtiment D, 4^e étage.

Conception et mise en page par : studio E.concept- ngambyghislain6@gmail.com

Rédaction : Frédéric DAYAMBA, Mouhamadou Niang, Jean-Louis SANKA, Germain GOUNGOUNGA, TIEMTORÉ Souleymane

Relecture par : Pr. Aimé NIANOGO, Frédéric DAYAMBA, Eva Paule MOUZONG, BITCHICK BI BITCHICK Augustin Corin

Éléments de conception de la couverture : NGAMBY Ghislain, Cynthia BADJECK



Table des matières

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

P04

MOT DU DIRECTEUR RÉGIONAL

P06

01

NOTRE CADRE STRATEGIQUE

- P08 L'UICN en un clin d'œil
- P08 UICN PACO 2024 en chiffres
- P09 Nature 2030 : une nature un futur
- P10 Notre présence physique dans les 25 pays de la région

02

UNE UNION FORTE DE MEMBRES

- P12 Nos membres en Afrique Centrale et Occidentale
- P13 Chiffres clés de nos membres en 2024
- P14 Prévision d'accroissement de nos membres en 2025

03

NOTRE CADRE STRATEGIQUE

- P16 Partenariat UICN-Commission Climat pour la Région du Sahel (CCRS)
- P17 Signature de contrats de mise en œuvre des projets Corubal et Connectivité (OMVG-IBAP)
- P18 Collaboration avec CILSS et OSS

04

IMPACT DE NOS PROGRAMMES ET PROJETS

- P20 Renforcement des capacités pour une conservation juste et inclusive
- P21 Restauration des écosystèmes et solutions fondées sur la nature (SFN)
- P22 Gestion durable des ressources naturelles
- P23 Adaptation au changement climatique et résilience communautaire
- P24 Gouvernance transfrontalière et coopération régionale
- P25 Innovation et développement des chaînes de valeur durables
- P26 Une réflexion stratégique pour renforcer les acquis, la performance et l'influence du PACO dans la région et orienter nos pour le prochain programme

05

AU CŒUR DES EVENEMENTS EN 2024

- P28 Forum africain de conservation de l'UICN
- P29 Forum des Leaders
- P30 Conférence des parties sur la Biodiversité
- P32 Forum Régional sur le développement Durable de la Vallée du Fleuve Sénégal
- P33 20ème Conférence des Parties du Partenariat sur les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)
- P34 Panel du groupe d'experts du patrimoine mondial

06

SITUATION FINANCIÈRE

- P36 Porte feuille de nos projets
- P37 Budget opérationnel 2024
- P38 Nos partenaires financiers

07

EXPERTS DES COMMISSIONS SPECIALISÉES AU PACO

P39



Acronymes et abréviations

ABN	: Autorité du Bassin du Niger
ABV	: Autorité du Bassin de la Volta
ACF	: Africa Conservation Forum
ADM	: Analyse des Marchés
AME	: Accords Multilatéraux sur l'Environnement
AMP	: Aires Marines Protégées
BAD	: Banque Africaine de Développement
BIOPAMA	: Programme pour la biodiversité et la gestion des aires protégées
CBLT	: Commission du Bassin du Lac Tchad
CEC	: Commission de l'Éducation et de la Communication
CEDEAO	: Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEW	: Cameroon Environmental Watch
FCFA	: Franc de la Communauté financière africaine
CHF	: Franc Suisse
CILSS	: Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CITES	: La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMAF	: Commission Mondiale des Aires Protégées
CWCS	: Cameroon Wildlife Conservation Society
EFG	: Ecole de Faune de Garoua
FAO	: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	: Fonds pour l'Environnement Mondial
FFEM	: Fonds Français pour l'Environnement Mondial
FODER	: Forêts et Développement Rural
FVC	: Fonds Vert pour le Climat
GIRE	: Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GPPAM	: Global Partnership for Professionalising protected Area Management
Ha	: Hectare
IBAP	: Institut de la Biodiversité et des Aires Protégées
IFMN	: International Forest Model Network
IMET	: Outil intégré sur l'efficacité de gestion (Integrated Management Effectiveness Tool)
MAP	: Membership Application Platform
MEOR	: Méthodologie d'Évaluation des Opportunités pour la Restauration
MINEPAT	: Ministère de l'Économie et de la Planification du Territoire
MINEPDED	: Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINFOF	: Ministère des Forêts et de la Faune
NATURAMA	: Fondation des Amis de la nature
ODD	: Objectifs de Développement Durable
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OSC	: Organisation de la Société Civile
OSS	: Observatoire du Sahara et du Sahel
PACO	: Programme Afrique Centrale et Occidentale
PPI	: Programme de Petites Initiatives
PTR	: Programmes thématiques régionaux
RASTOMA	: Réseau Tortues Marines d'Afrique centrale
RECONNECT	: Restoring Ecological Corridors in the Mayo-Kebbi Quest, Chad, to Support Multiple Land and Forest project
RNA	: Régénération Naturelle Assistée
SMART	: Spatial Monitoring and Reporting Tool
SfN	: Solutions fondées sur la Nature
TNS	: Tri-national de la Sangha
TRAFFIC	: Réseau de surveillance du commerce de faune et de flore sauvages
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest-africaine
UICN	: Union internationale pour la conservation de la nature
UNESCO	: Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
WAP	: Complexe du W-Arly-Pendjari



RAPPORT ANNUEL 2024

AFRIQUE CENTRALE ET OCCIDENTALE
BUREAU RÉGIONAL

Mot du Directeur Régional

Pr. Aimé Joseph Nianogo



Chers collègues, partenaires, Membres et amis de la conservation,

L'année 2024 a été marquée par d'importantes réalisations et le lancement de nouvelles initiatives prometteuses et c'est avec grand honneur et enthousiasme que je partage avec vous ce rapport annuel. Il offre un aperçu de l'impact collectif que nous avons réalisé en Afrique Centrale et Occidentale durant l'année écoulée.

Nos résultats et pas des moindres, ont permis d'atteindre le seuil de plus de 1 200 ha de paysages dégradés (terres agricoles, forêts, mangroves) restaurés, ainsi que le renforcement de la protection de certaines espèces emblématiques. L'application de solutions fondées sur la nature, la mise en place d'activités génératrices de revenus et le renforcement de la gouvernance locale des écosystèmes et le soutien à l'efficacité de gestion des aires protégées ont permis d'améliorer directement les moyens de subsistance de plus de 350 000 personnes.

Le Panel des experts du patrimoine naturel mondial qui s'est tenu à Dakar a permis d'explorer l'intégration des programmes thématiques et des pays dans leurs efforts pour la reconnaissance de certains sites, comme sites du patrimoine mondial.

Le "Africa Conservation Forum" de Nairobi, en préparation au Congrès mondial de la nature de l'UICN, qui doit se tenir en octobre 2025, a été une autre occasion de renforcer les relations institutionnelles, programmatiques et thématiques entre les trois (3) piliers de l'Union, pour une Union toujours plus forte.

Sur le plan financier, nous avons

poursuivi nos efforts de mobilisation et de diversification de nos sources de financement et avons ainsi pu fidéliser des bailleurs tels UNCCD. J'aimerais aussi préciser que notre région compte désormais le plus important portefeuille de projets GEF, avec tous les défis que cela compte.

Notre engagement envers nos Membres est resté le même et nous pouvons compter avec une augmentation du portefeuille d'initiative en collaboration avec les Membres.

L'année 2025 qui marque la fin du programme quadriennal en cours et le début, dès octobre du prochain programme quadriennal, s'annonce capitale, avec des objectifs ambitieux, dont la mise en œuvre de notre vision + 20 ans qui a récemment été développée.

Malgré les défis qui touchent particulièrement notre région, nous avons maintenu notre engagement à offrir aux pays notre expérience et expertise de plus de 75 ans, dans l'appui de leurs politiques et stratégies de Conservation. Toutes ces réalisations, sont à mettre à l'actif d'un personnel engagé qui arrive à délivrer un travail de qualité, et à qui j'adresse ici toutes mes félicitations.

Chers Membres, Partenaires, Experts des Commissions, nous sommes fiers de pouvoir compter sur votre soutien indéfectible pour amplifier notre action sur le terrain. Merci de croire en notre mission et de nous accompagner dans notre engagement à bâtir un monde meilleur qui place la Nature au cœur de ses priorités.

Bonne lecture.



▶ 1 NOTRE CADRE STRATEGIQUE

L'UICN en un clin d'œil

L'UICN est une union de Membres composée de gouvernements et d'organisations de la société civile. Elle offre aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales les connaissances et les outils nécessaires pour que le progrès humain, le développement économique et la conservation de la nature se réalisent en harmonie.

Créée en 1948, l'UICN s'est agrandie au fil des ans pour devenir le réseau environnemental le plus important et le plus diversifié au monde. Elle compte avec l'expérience, les ressources et le poids de ses plus de 1 400 organisations Membres et les compétences de ses plus de 18 000 experts. Elle est l'un des principaux fournisseurs de données, d'évaluations et d'analyses sur la conservation. Son expérience lui permet de jouer le rôle d'incubateur et de référentiel fiable de bonnes pratiques, d'outils et de normes internationales.

L'UICN offre un espace neutre où diverses parties prenantes - gouvernements, ONG, scientifiques, entreprises, communautés locales, groupes de populations autochtones, organisations caritatives et autres - peuvent travailler ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des solutions pour lutter contre les défis environnementaux et obtenir un développement durable.

Travaillant de concert avec de nombreux partenaires et soutiens, l'UICN met en œuvre un portefeuille vaste et divers de projets liés à la conservation dans le monde. Associant les connaissances scientifiques les plus pointues et le savoir traditionnel des communautés locales, ces projets visent à mettre un terme à la disparition des habitats, à restaurer les écosystèmes et à améliorer le bien-être des populations.

www.iucn.org/fr

<https://twitter.com/IUCN/>

UICN PACO 2024 en chiffres

245 748
personnes

ont bénéficié de
renforcement de capacités
et d'équipements

23

instruments et outils

de gestion durable des
ressources naturelles mise en
place

72 312,91 et 326 927

tCO₂eq de GES

directement et
indirectement
atténués

06

nouveaux membres

adhèrent au
PACO

1 191 070,37
d'hectares

d'écosystèmes et de bassins
versants restaurés, protégés,
conservés

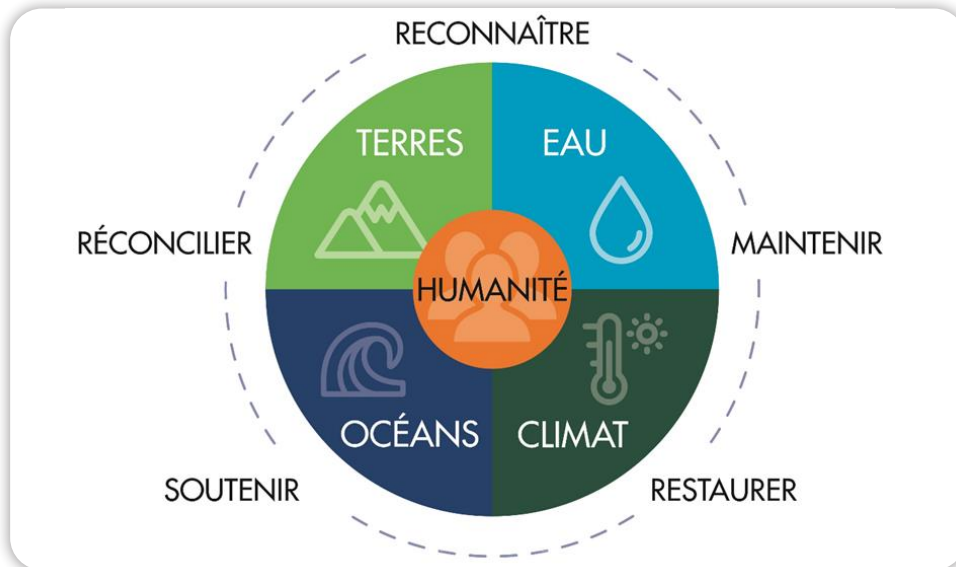
98

millions de CHF environ

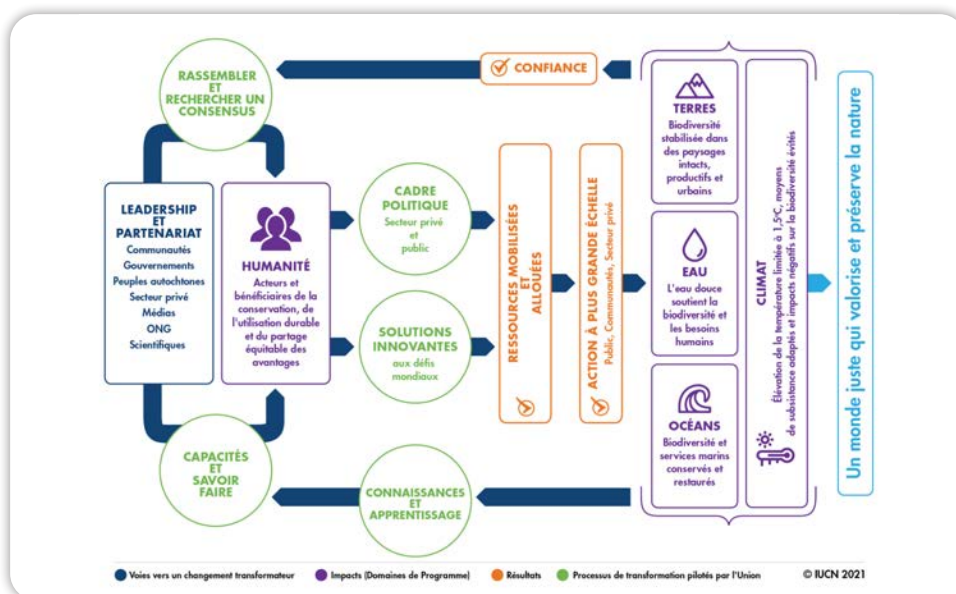
mobilisés pour la
conservation

Nature 2030 : une nature un futur

5 piliers pour conserver la nature et soutenir les objectifs de développement durable



Vers un monde qui valorise et préserve la nature



•Cadre du Programme de l'UICN : Nature 2030

Notre présence physique dans les 25 pays de la région

01

bureau régional

06

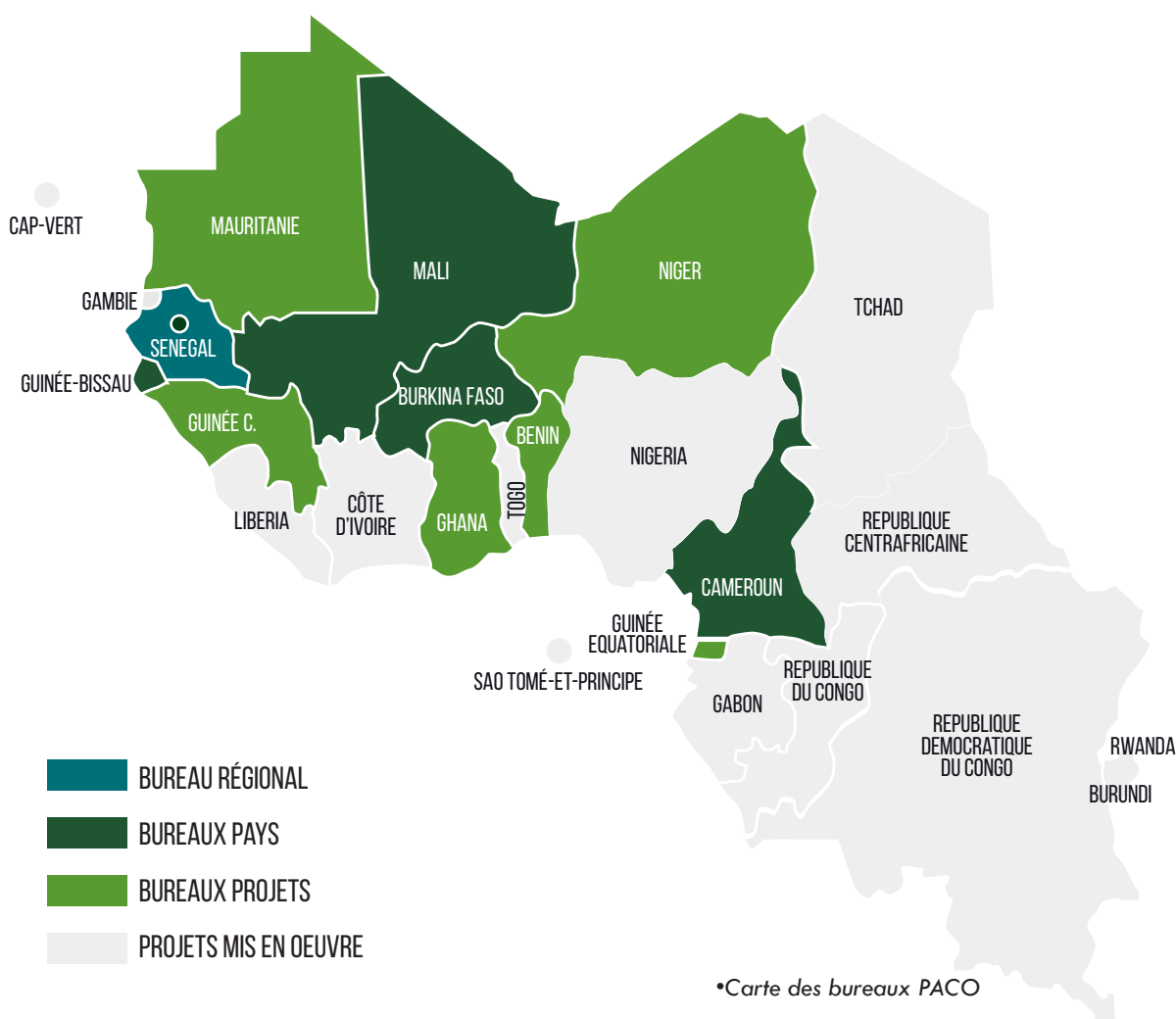
bureaux projets

05

bureaux programmes/pays

57

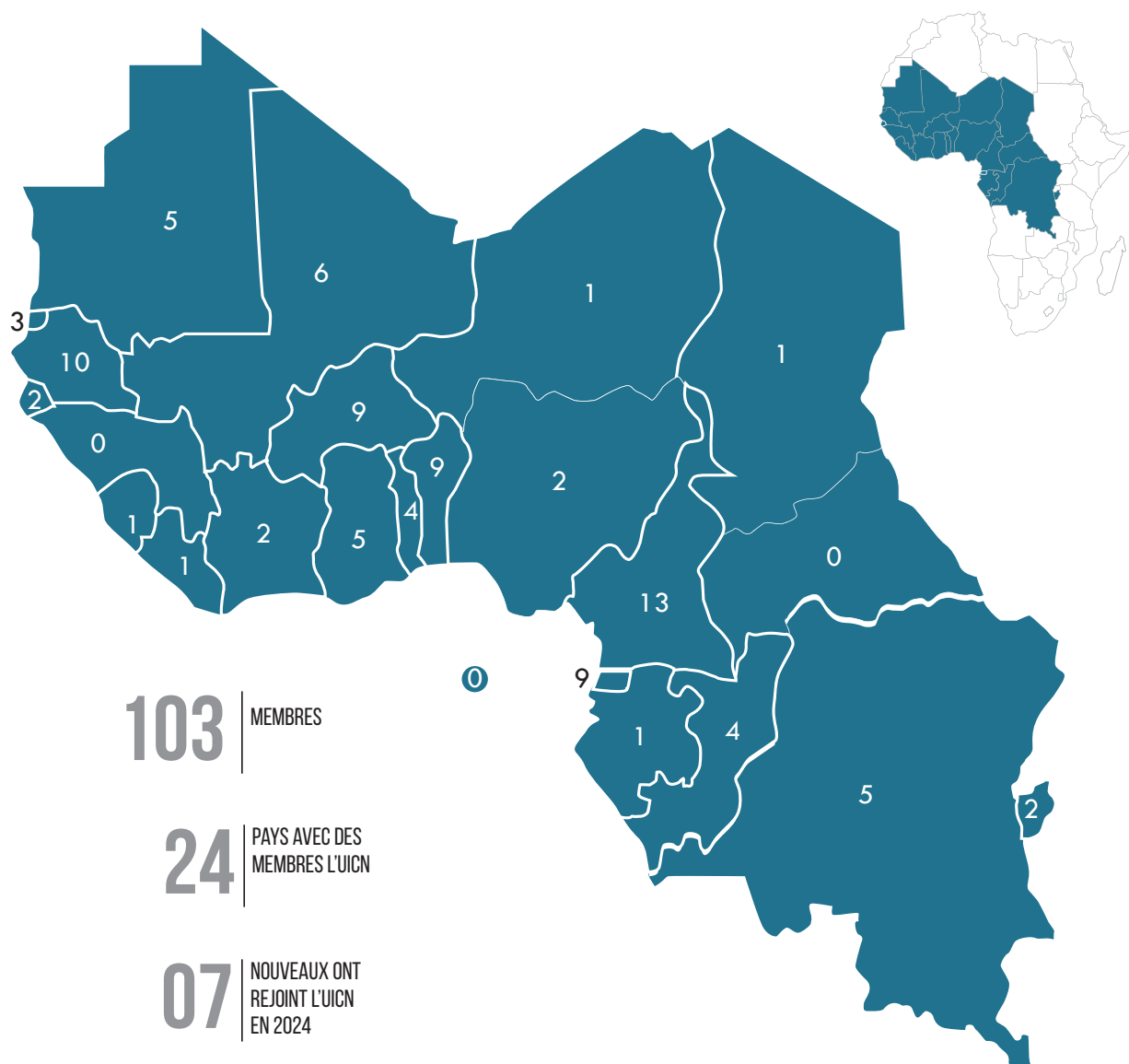
Projets actifs dans 20 pays de la région





► 2 UNE UNION FORTE DE MEMBRES

Nos membres en Afrique Centrale et Occidentale



Notre région exploite les connaissances, les ressources et la portée de notre centaine d'organisations membres. Il s'agit d'États et d'agences gouvernementales, aux niveaux national et infranational, des organisations non gouvernementales, grandes et petites, des organisations de peuples autochtones, des institutions scientifiques et universitaires. Par leur affiliation à l'UICN, nos membres travaillent avec les Commissions et le Secrétariat pour élaborer et mettre en œuvre des solutions aux plus grands défis environnementaux de la planète. Nos Membres rassemblent et influencent

également diverses parties prenantes, y compris au plus haut niveau, en faveur de la conservation de la nature. Dans le cadre d'un processus démocratique, lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN, nos Membres comme l'ensemble des Membres participeront au votes des résolutions qui sont ensuite soumises à l'approbation du Congrès. Ces résolutions orientent l'agenda mondial de la conservation ainsi que nos actions sur le terrain. La force de l'UICN repose sur le fait que les membres mettent leurs connaissances et leur influence au service de la conservation de la nature, dans une approche dite « One programme ».



Chiffres clés de nos membres en 2024

721 ETATS DES COMMISSIONS

103 MEMBRES RÉPARTIS DANS 24 PAYS

07 ETATS MEMBRES

90 ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

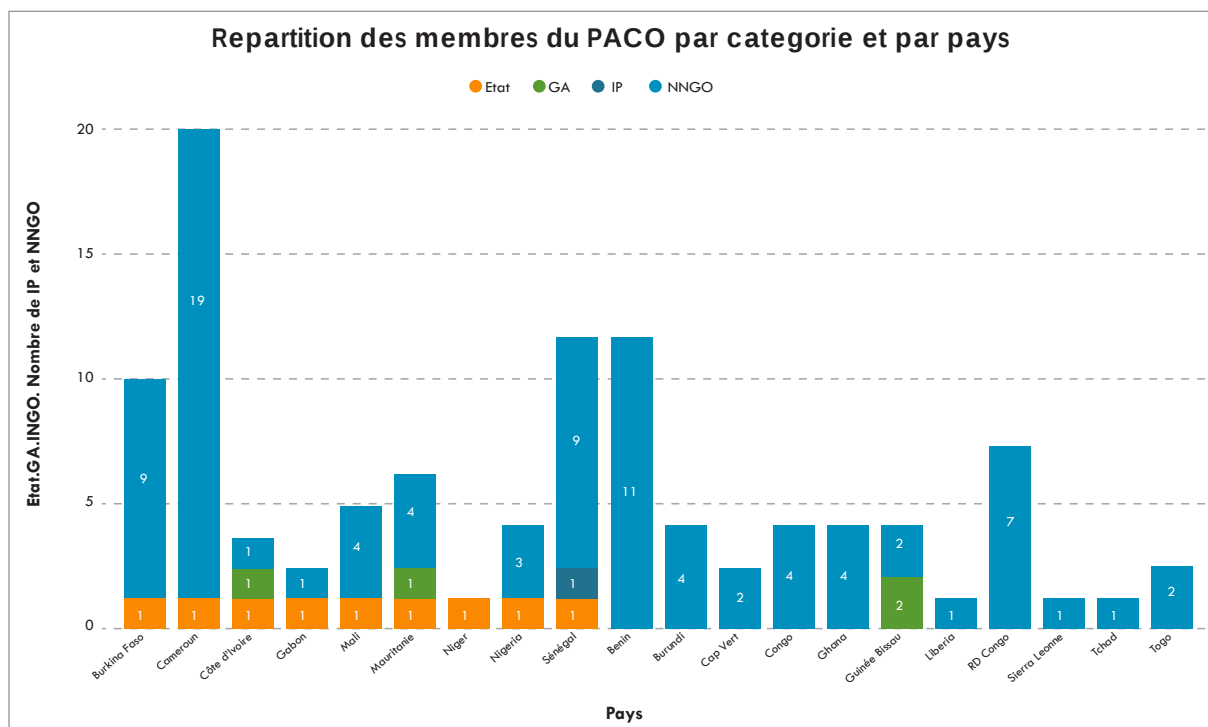
02 ONG INTERNATIONALES

01 ORGANISATION DES PEUPLES AUTOCHTONES

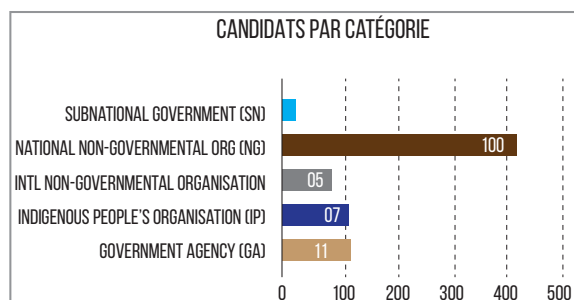
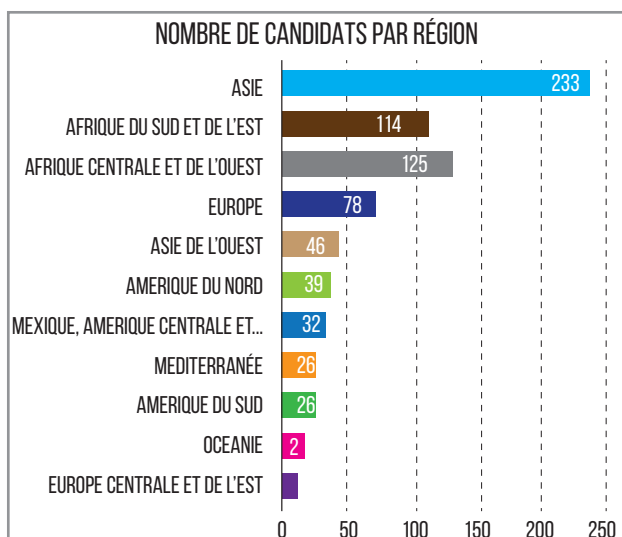
09 COMITÉS NATIONAUX DES MEMBRES
(BURUNDI, BENIN, CAMEROUN, CONGO, BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, SÉNÉGAL, GUINÉE BISSAU)

01 COMITÉ RÉGIONAL DES MEMBRES (CREMACO)

La dynamique du membership



Prévision d'accroissement de nos membres en 2025

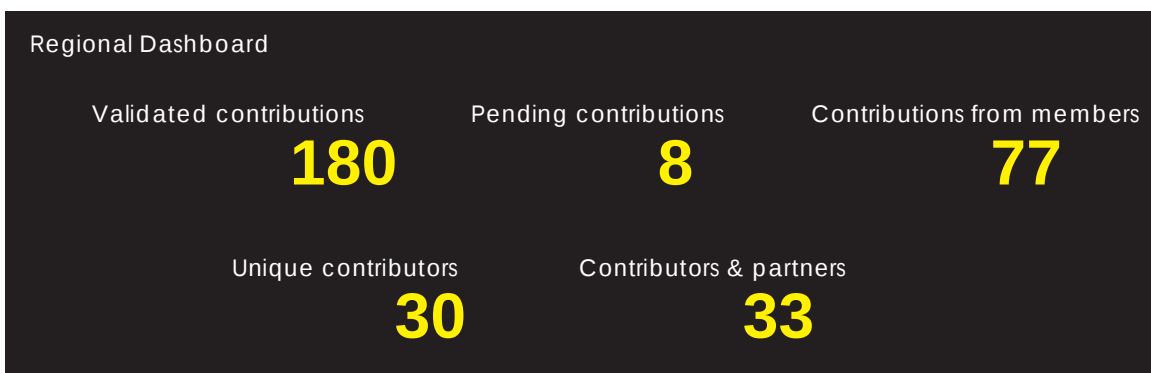


A partir de la MAP, on note un intérêt de plus en plus croissant des organisations pour l'UICN. 125 demandes d'adhésion y figurent, plaçant notre région en 3ème position. Nous espérons ainsi, un taux de croissance d'au moins 20% en 2025.

Plateforme de contribution pour la nature :

Un instrument de mesure de visibilité de nos actions sur le terrain

<https://www.iucncontributionsfornature.org/fr>



La plateforme Contributions pour la nature permet aux membres de l'UICN d'indiquer où ils entreprennent (ou prévoient d'entreprendre) des actions de conservation et de restauration. Elle superpose des données sur la biodiversité et sur les solutions au changement climatique fondées sur la nature. Les membres de l'UICN peuvent ainsi documenter les contributions qu'ils entendent apporter au Programme Nature 2030 de l'UICN et, par extension, à d'autres cadres et accords de conservation tels que le Cadre mondial pour la biodiversité, l'Accord de Paris et

les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Bien que la vision à long terme de la plateforme Contributions pour la nature couvre l'ensemble du Programme Nature 2030 de l'UICN, sa première phase se concentre sur la documentation des contributions potentielles aux domaines du Programme sur la terre et le climat.

La plateforme « Contributions pour la nature » s'appuie sur les ensembles de données et la liste des Zones clés pour la biodiversité, la liste verte et la liste rouge des espèces, ainsi que le baromètre de la restauration



► 3 AGIR COLLECTIVEMENT
POUR IMPACTER LA
CONSERVATION EN AFRIQUE
CENTRALE ET DE L'OUEST

Partenariat UICN-Commission Climat pour la Région du Sahel (CCRS)

Dans le cadre du développement du vaste réseau de partenariat avec les institutions régionales, la Direction Régionale de l'UICN-PACO a signé le 15 novembre 2024 un Mémorandum d'Entente (MoU) avec la Commission Climat pour la Région du Sahel (CCRS). Cet accord a pour but de conjointement :

- Mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de projets et programmes de développement durable pour la région du Sahel ;

- Mettre en œuvre de projets et programmes visant à renforcer la résilience climatique des communautés rurales sahéliennes dans un contexte de mutations et de crises sociales multifformes, la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité ;
- Renforcer la capacité des partenaires institutionnels, notamment sur la finance climat et accompagner des Etats membres de l'UICN et de la CCRS pour la mise en œuvre des feuilles de route nationales et mondiales en matière de climat et de biodiversité ;
- Promouvoir les dialogues inclusifs entre les équipes techniques de l'UICN et la CCRS.

- S'approprier de cet accord et proposer dans les meilleurs délais un plan d'actions à court terme avec des objectifs et des résultats à atteindre.

Cette signature ouvre des perspectives de collaboration entre UICN et la CCRS afin de mieux répondre aux défis des Etats et des communautés de la région Sahel. Un plan d'actions à court terme avec des objectifs et des résultats tangibles sera développé pour opérationnaliser ce MoU.



COMMISSION CLIMAT
RÉGION SAHEL **CCRS**

Secrétariat Exécutif

Partenariat, UICN, IBAP OMVS pour la mise en œuvre des projets connectivité et corubal



L UICN dans le cadre de l'appuyer au pays pour la mobilisation des fonds FEM, le Bureau Régional à Dakar a été le cadre de la signature des contrats de mise en oeuvre de deux projets financés par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Il s'agit des projets :

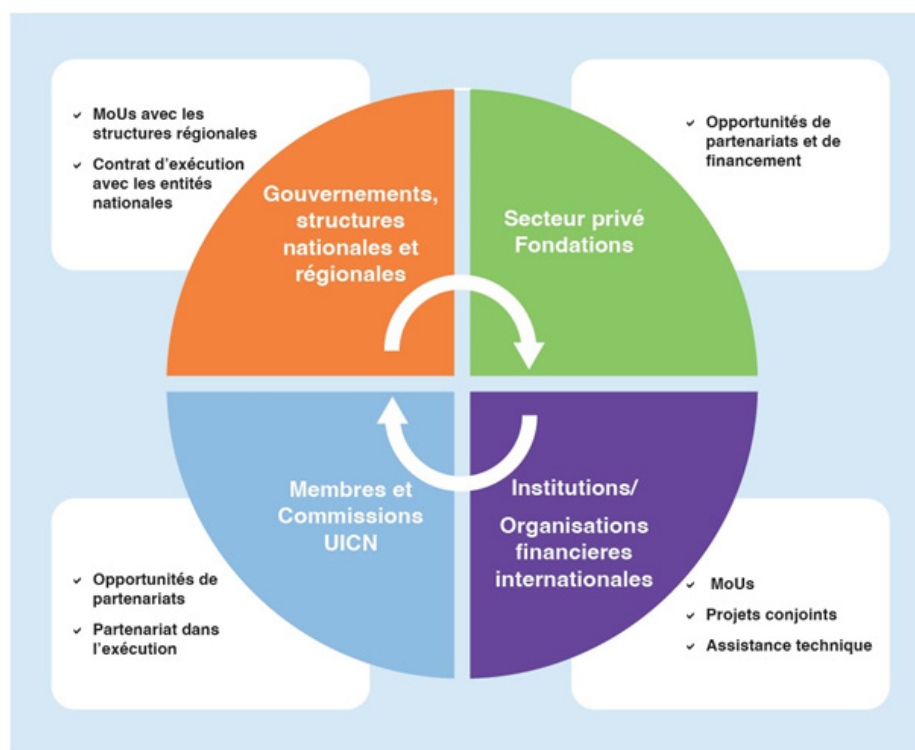
« Gestion Intégrée des Ressources Naturelles et en Eau du Bassin Versant du Koliba-Corubal » et du « Renforcement de la connectivité écologique dans le complexe Dulombi-Boé Tchetché (DTB) ». Ces projets sont des réponses aux effets du changement

climatique, de l'intensification des activités humaines et la dégradation des ressources en eau dans le bassin versant du Koliba-Corubal d'une part et du renforcement de la connectivité écologique dans le complexe Dulombi-Boé-Tchetché d'autres parts. Ils ambitionnent un dialogue multi-niveau pour la mise en place de mécanismes et d'instruments communs de gestion intégrée des ressources en eau du Koliba-Corubal et le maintien de la connectivité écologiques et des zones protégées transnationales de Niokolo-Koba et de Badiar.

Collaboration avec CILSS et OSS

La collaboration entre l'UICN et le CILSS a été renforcée au fil des années, notamment par des réunions régulières et une participation à la retraite stratégique de l'UICN. Un protocole d'accord datant de 1998 existe entre les deux institutions, et des actions sont en cours pour renforcer cette collaboration. Parmi ces actions, il est prévu des échanges techniques sur des outils et concepts communs tels que la Liste rouge, la Liste verte, et l'Observatoire des terres, ainsi qu'une mise à jour du protocole d'accord.

Cette collaboration a été consolidée à travers des discussions notamment autour des enjeux liés à la dégradation des terres et des projets conjoints tels que l'IREE-Mono. Parmi les actions prévues, l'OSS sera intégré comme membre de l'UICN, et un partage d'expériences sur les outils et concepts utilisés par les deux organisations sera renforcé. De plus, un projet de protocole d'accord (MoU) à moyen terme est en discussion afin de formaliser et structurer davantage cette collaboration.



•Notre approche stratégique



► 4 IMPACT DE NOS PROGRAMMES ET PROJETS

Renforcement des capacités pour une conservation juste et inclusive

L'UICN s'impose comme un acteur de référence dans la promotion d'une conservation équitable et inclusive en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des acteurs de la conservation incluant les communautés locales. L'objectif est de garantir que les acteurs locaux, en particulier les femmes et les jeunes, puissent non seulement comprendre leurs droits et responsabilités en matière de gestion des ressources naturelles, mais également jouer un rôle actif dans la préservation de la biodiversité.

Ce travail repose sur une approche intégrée alliant formation, sensibilisation et gouvernance participative, afin d'assurer que chaque groupe ait les moyens de contribuer à une gestion durable et juste des écosystèmes naturels. Ainsi au Burkina Faso, au Ghana et au Niger, nos initiatives ont impacté les capacités techniques et économiques de 220 519 bénéficiaires dont 54,6 % de femmes et

43,1 % de jeunes. Ces résultats ont été atteints notamment grâce à des activités de formation et de renforcement des capacités dans des domaines tels que la gestion des coopératives agro-sylvo-pastorales, les techniques agricoles axées sur la réhabilitation des terres, et la promotion de l'agriculture durable.

Au moins 231 521 acteurs ont été directement bénéficiaires des interventions du PACO en 2024 à travers des actions de renforcement des capacités en gestion durable et valorisation des ressources naturelles, chaîne de valeurs et agroécologie.

+231 521

BÉNÉFICIAIRES
DES INTERVEN-
TIONS DU PACO
EN 2024



•Formation ostréiculture

Restauration des écosystèmes et solutions fondées sur la nature (SFN)

L'UICN promeut la restauration des écosystèmes dégradés à travers des Solutions Fondées sur la Nature (SfN), une approche qui allie préservation de la biodiversité et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés locales. Ces solutions reposent sur l'utilisation durable des écosystèmes pour relever les défis mondiaux, tels que le changement climatique, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources en eau.

En 2024, l'UICN-PACO a mobilisé des partenariats multisectoriels pour restaurer des paysages terrestres, marins et côtiers, promouvoir la résilience climatique et assurer une gestion équitable et inclusive des ressources naturelles.

Nos actions dans ce domaine ne se limitent pas à la restauration écologique mais intègrent également une dimension socio-économique, visant à renforcer les capacités des populations locales, à encourager leur participation active et à créer des opportunités de revenus durables. Grâce à une planification collaborative et à une mise en œuvre inclusive, l'UICN a démontré que la restauration des écosystèmes peut répondre simultanément aux besoins de conservation et aux priorités de développement humain, tout en renforçant la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique.

Les initiatives de restauration et de protection de l'UICN ont couvert au total 1 200 000 hectares à travers l'Afrique de l'Ouest et du Centre, incluant les zones humides, les forêts, et des écosystèmes côtiers. Au moins 57 000 hectares de

zones humides ont été restaurés grâce à des activités de reboisement et de régénération naturelle assistée (RNA).

Au Sénégal, des initiatives communautaires ont permis la plantation de 20 hectares de mangroves, renforçant la biodiversité marine et les moyens de subsistance des pêcheurs. En Guinée, 46 328 ha ont été restaurés avec des espèces indigènes et fruitières répondant aux besoins des communautés tout en favorisant la résilience des écosystèmes. Au Ghana, l'UICN a restauré 1 321 ha de terres dans les paysages de Wassa Amenfi et du lac Bosomtwe grâce à l'agroforesterie, la restauration des zones tampons, et le système Taungya. Plus de 236 000 arbres ont été plantés, incluant des espèces indigènes et fruitières comme le cocotier, l'acajou et le manguier, répondant aux besoins écologiques et socio-économiques des communautés locales. Ces efforts ont directement bénéficié à 102 386 personnes, dont des agriculteurs utilisant les nouvelles techniques pour améliorer leur productivité.

Tous ces efforts ont été soutenus par des campagnes de sensibilisation, des formations sur des techniques de régénération naturelle assistée, et des programmes de suivi écologique qui favorisent une gestion durable des ressources naturelles et une conservation intégrée. Les résultats obtenus démontrent l'impact transformateur des Solutions fondées sur la Nature (SfN) sur les écosystèmes et les populations locales.



Gestion durable des ressources naturelles

Le PACO a poursuivi ses efforts pour promouvoir une gestion durable et équitable des ressources naturelles, en plaçant les communautés locales au cœur des processus décisionnels. Elle est essentielle pour préserver les écosystèmes tout en répondant aux besoins économiques, sociaux et culturels des populations. L'approche adoptée combine des interventions sur le terrain, des actions de plaidoyer politique et des initiatives de renforcement des capacités pour créer des structures de gouvernance inclusives et efficaces à tous les niveaux.

À travers des partenariats stratégiques avec les gouvernements, les communautés et les organisations locales, la région a consolidé les cadres institutionnels et mis en place des outils pour une gestion participative des ressources naturelles. Nous pouvons citer l'appui à l'élaboration de stratégies, alignées sur la Neutralité de Dégradation des Terres (NDT) d'intégrer des objectifs environnementaux dans les plans communaux dans 7 communes du Burkina Faso, favorisant la préservation des écosystèmes et la restauration des sols. Au Sénégal, il a été élaboré huit (8) conventions locales pour renforcer la gestion durable des ressources naturelles. D'autres initiatives ont été mises en œuvre avec l'élaboration de plans de gestion durable des ressources naturelles dans

la Réserve du Ferlo, la formulation des plans de restauration de la mangrove et des plans d'action sur la Biodiversité. Ces actions incluent la mise en œuvre d'approches collaboratives comme le processus Liste Verte, qui encourage les aires protégées à atteindre les standards internationaux de durabilité.

Le processus Liste Verte en Afrique centrale lancé à Yaoundé a réuni des participants de cinq pays (Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, Sao-Tomé et Tchad) qui ont appris à utiliser la plateforme COMPASS pour évaluer l'efficacité de gestion des aires protégées. D'autres pays de la même région ont été informés du lancement du processus Liste Verte et ont manifesté leur intérêt à participer aux prochaines phases. Cette initiative a jeté les bases pour améliorer la gouvernance des aires protégées et intégrer les communautés locales dans la gestion des ressources naturelles.

Ces efforts se traduisent par une amélioration de la résilience des écosystèmes face aux pressions anthropiques, une réduction des conflits liés aux ressources naturelles et un accès équitable aux bénéfices issus de leur gestion. En 2024, ces initiatives ont touché des milliers de bénéficiaires en Afrique de l'Ouest et centrale, tout en favorisant une harmonisation régionale des pratiques de gestion durable.



Adaptation au changement climatique et résilience communautaire

Face aux défis complexes et croissants liés au changement climatique, la région s'est engagée à mettre en œuvre des solutions innovantes et inclusives pour renforcer la résilience des écosystèmes et des populations vulnérables. Elle adopte une approche intégrée qui allie conservation de la biodiversité, adaptation au changement climatique et amélioration des moyens de subsistance locaux.

En 2024, le PACO a placé les femmes et les jeunes au cœur de ses initiatives, reconnaissant leur rôle essentiel dans la gestion des ressources naturelles et leur vulnérabilité accrue face aux impacts climatiques. À travers des programmes axés sur les Solutions Fondées sur la Nature (SfN), l'organisation a démontré que la restauration des écosystèmes peut non seulement améliorer la biodiversité, mais aussi réduire les risques climatiques. Ces projets ont permis de renforcer la sécurité alimentaire et d'offrir des opportunités économiques durables pour les communautés.

Au Burkina Faso et en Guinée, en collaboration avec les communautés locales, la région a mené des formations sur les Solutions Fondées sur la Nature (SfN) et les techniques de restauration écologiques, touchant 3100 acteurs dont 25% de femmes. Ces formations ont permis d'intégrer les SfN dans les politiques régionales pour promouvoir la restauration des paysages et renforcer la résilience

des écosystèmes face au changement climatique.

Au Niger, l'installation de deux systèmes d'irrigation solaire dans les régions de Tahoua et Dosso, a permis d'aménager 70 hectares de terres arides. Ces infrastructures agricoles modernes ont bénéficié à 600 ménages, augmentant la productivité agricole tout en réduisant la dépendance aux méthodes traditionnelles. En parallèle, 87 personnes, dont 39 % de femmes, ont été formées à l'utilisation d'outils d'analyse de vulnérabilité pour planifier des actions d'adaptation climatique.

Le partenariat avec GRID Arendal a permis d'accompagner cinq pays africains (Sénégal, Sierra Leone, Guinée-Bissau, São Tomé-et-Principe et Cap-Vert) dans le cadre des négociations internationales visant à élaborer un traité juridiquement contraignant contre la pollution plastique. Cet appui se concentre sur la préparation technique et juridique des délégations nationales, la collecte de données sur la chaîne de valeur des plastiques et l'évaluation des cadres législatifs pour garantir la mise en œuvre efficace du futur traité.

Toutes ces actions contribuent à atténuer les effets du changement climatique, mais aussi à bâtir des communautés plus résilientes, autonomes et mieux équipées pour faire face aux futurs défis environnementaux.

Gouvernance transfrontalière et coopération régionale

La gestion des écosystèmes et des ressources naturelles exige des efforts concertés et une gouvernance collaborative entre les pays. Reconnaisant l'importance des initiatives transfrontalières, la région a intensifié en 2024 ses actions en matière de coopération régionale pour promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources naturelles. Ces efforts s'alignent sur les objectifs globaux pour la biodiversité, notamment le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, en favorisant une approche collective face aux défis environnementaux complexes, tels que la dégradation des écosystèmes, le changement climatique et la conservation de la biodiversité. À travers des plateformes de dialogue, des accords bilatéraux et régionaux, et le renforcement des capacités des parties prenantes, nous avons contribué à structurer des mécanismes de gouvernance plus inclusifs et efficaces afin de relever des défis transfrontaliers tels que la gestion des bassins hydrographiques, la protection des aires protégées partagées et la lutte contre le braconnage.

Ces initiatives transfrontalières ont visé l'harmonisation des politiques, les échanges de bonnes pratiques et la promotion des solutions durables qui

profitent à la fois aux populations locales et aux écosystèmes.

L'atelier régional sur les bassins transfrontaliers de la Mano et de Makona qui a réuni la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone en est un exemple de coopération et aussi d'intégration des SfN dans la gestion des ressources en eau. En Afrique centrale, entre le Cameroun et la Guinée équatoriale, il a été initié les discussions sur l'actualisation de l'accord binational sur les aires protégées transfrontalières de Campo Ma'an et Río Campo. Cet accord prévoit des mécanismes communs pour lutter contre le braconnage et promouvoir la conservation des écosystèmes transfrontaliers. Au niveau de la Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Fleuve Sénégal (RBTDS), entre le Sénégal et la Mauritanie, des actions de création d'associations locales de gestion des ressources naturelles et d'élaboration de plans de gestion ont permis d'améliorer la gouvernance transfrontalière et la coopération régionale.

En mettant l'accent sur une coopération régionale durable, l'UICN contribue non seulement à la préservation de la biodiversité mais aussi à la consolidation de la paix et à la résilience socio-économique dans des régions souvent vulnérables aux tensions liées aux ressources naturelles.



Innovation et développement des chaînes de valeur durables



En 2024, la région a intensifié ses efforts pour intégrer des approches innovantes dans le développement de chaînes de valeurs durables, en mettant un accent particulier sur l'autonomisation économique des communautés locales tout en préservant la biodiversité. La gestion des ressources naturelles est intrinsèquement liée aux activités économiques locales, et une approche durable est essentielle pour maintenir l'équilibre entre exploitation et conservation. L'UICN s'est ainsi engagée à promouvoir des modèles économiques qui valorisent les ressources naturelles de manière responsable, tout en créant des opportunités de revenus pour les populations.

Ces initiatives s'appuient sur la valorisation des savoir-faire locaux, et la transformation des ressources naturelles en produits à forte valeur ajoutée. Elles ciblent notamment les groupes les plus vulnérables, comme les femmes et les jeunes, pour améliorer leur accès aux opportunités économiques, diversifier leurs revenus et renforcer leur rôle dans la gestion durable des ressources.

En soutenant la création de chaînes de valeur durables, tel que la foire dédiée aux produits des zones arides au Ghana, ou au Cameroun et au Sénégal, qui a bénéficié à 188 femmes, avec la formation et l'équipement à la transformation de céréale et à la valorisation des déchets agricoles en charbon écologique, l'UICN-PACO a contribué à la résilience des écosystèmes en intégrant des pratiques respectueuses de l'environnement.

Une réflexion stratégique pour renforcer les acquis, la performance et l'influence du PACO dans la région et orienter nos actions pour le prochain programme

La réflexion stratégique du Bureau Régional de l'UICN pour l'Afrique Centrale et Occidentale (PACO), organisée à Yaoundé au Cameroun du 18 au 20 décembre 2024, avait pour objectif de poursuivre les échanges sur la structure organisationnelle et les perspectives de développement du PACO en vue d'un meilleur repositionnement dans la région.

Et afin de mieux identifier les priorités de la région, l'approche inclusive a été adoptée avec la participation de quelques membres, des partenaires régionaux et les Ministères en charge de l'Environnement et des Forêts et de la Faune du Cameroun, pays hôte de cette réflexion stratégique.

Cette réflexion a permis de dégager trois axes de travail :

Axe de travail 1 : Une stratégie pour renforcer notre positionnement et mettre à l'échelle nos actions :

- Définir les priorités des régions et s'assurer de leur alignement à la vision sur 20 ans, le prochain programme quadriennal et les Centres de l'UICN.

- Impliquer davantage les acteurs clés de la conservation de la région et les Membres de l'UICN afin d'assurer une bonne appropriation de ces orientations stratégiques.

Axe de travail 2 : Un Membership dynamique pour mieux répondre aux défis et principes de l'Union

- Finaliser une stratégie d'engagement des Membres afin d'assurer l'effectivité de l'approche « One Programme ».
- Assurer un accompagnement effectif des Membres à travers le renforcement des capacités et la documentation des contributions des Membres au niveau du secrétariat.

Axe de travail 3 : Un Partenariat régional et une présence institutionnelle renforcés

- Développer un partenariat stratégique avec des partenaires, pour un objectif commun de la conservation de la nature
- Renforcer la présence du PACO dans certains pays stratégiques pour la mise en œuvre de l'approche écorégion.





► **5** AU CŒUR DES
EVENEMENTS
EN 2024

Forum africain de conservation de l'UICN

Du 24 au 28 juin 2024, Nairobi a abrité le 1er forum continental africain de la Conservation. L'Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN), la plus grande organisation mondiale de conservation a organisé cet événement en partenariat avec le gouvernement du Kenya, par l'intermédiaire du ministère du tourisme et de la faune. Il s'est agi d'un Rendez-vous important, réunissant les membres de l'UICN et les parties prenantes d'Afrique et d'ailleurs pour aborder les questions urgentes de conservation de l'environnement sur le continent. En outre, le Forum offre une plateforme pour le partage d'informations et de connaissances, la promotion de partenariats et la facilitation des connexions entre les membres à travers les différentes régions d'Afrique.

Le Forum de l'UICN sur la conservation en Afrique a été organisé par les trois bureaux régionaux de l'UICN: UICN Afrique Centrale et de l'Ouest (PACO), UICN Afrique du Nord et Centre de Coopération Méditerranéenne (MED), et UICN Afrique de l'Est et Australe (ESARO). Pour rappel, le Forum africain de la conservation de l'UICN est l'une des principales assemblées continentales où les Africains et tous les groupes d'intérêt se réunissent pour délibérer sur la sauve-

garde des ressources naturelles de l'Afrique, la fourniture de services écosystémiques essentiels, la promotion du développement durable et la conservation de la biodiversité de l'Afrique.

Cet événement qui comprenait plus de 700 activités clés, y compris des sessions plénières et thématiques a ainsi pu aborder les défis et les tendances critiques de la conservation en Afrique, des événements parallèles dédiés à des sujets spécifiques, des sessions conçues pour que les membres de l'UICN s'engagent dans les programmes de l'UICN, des expositions de posters, des stands, des sessions d'apprentissage interactives, et des opportunités de réseautage pour les jeunes, les peuples indigènes et les communautés locales. Le Forum reste en outre un pas important vers le Congrès Mondial de la Nature.



ACF 2024 en chiffres





Forum des Leaders

Sous le thème « **Exploiter l'innovation et permettre la conservation** », le Forum des leaders a été l'occasion de réfléchir sur des problématiques diverses dont le rôle de l'innovation dans les changements transformateurs en matière de conservation, d'intégrer les savoirs autochtones dans les initiatives de préservation de la nature et aussi leur prise en compte dans les sciences et technologies, le financement à grande échelle de la conservation, etc. Afin de mettre en exergue la contribution du secteur privé de la région, le bureau régional a facilité la participation de Olam Agri à travers sa direction de la responsabilité d'entreprise et du développement durable et du Directeur général de Beko Capital Advisory S.A. L'UICN PACO s'engage à renforcer ses collaborations avec des partenaires internationaux tels que la Société Générale, la Fondation IKEA et la Banque Islamique de Développement, tout en alignant ses projets avec des objectifs globaux comme

l'ambition 30x30 et les cibles du Cadre Mondial de la Biodiversité. Ces efforts visent à maximiser l'impact des initiatives de conservation pour le développement durable en Afrique de l'Ouest et Centrale.



Conférence des parties sur la Biodiversité

La COP16 Biodiversité, tenue du 24 au 30 octobre 2024 à Cali en Colombie sous le thème « Paix avec la Nature » était l'occasion pour les parties d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) Kunming-Montréal. La participation du PACO a permis de :

- Partager ses expériences et résultats sur l'intégration de la Comptabilité du Capital Naturel (NCA) pour renforcer les stratégies et plans d'action nationaux pour la Biodiversité et les Services

Écosystémiques Nationaux (NBSAPs) notamment dans le cadre de la mise en œuvre du projet régional appui à la préservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles, à la gouvernance environnementale et au changement climatique en Afrique de l'Ouest (PAPBio). La session de discussion organisée par l'Observatoire du Sahara et du Sahel a démontré que la NCA permet d'intégrer les valeurs des services écosystèmes dans les processus de planification nationale et contribue aux objectifs de développement durable. L'UICN-PACO s'est





engagé à renforcer les partenariats avec des institutions financières et des acteurs régionaux pour garantir des financements durables et alignés avec les objectifs du Cadre Mondial de la Biodiversité de Kunming-Montréal.

- Echanger sur la vision des centres régionaux d'appui scientifique et technique de la CDB en Afrique avec les cinq centres établis à cet effet. La table ronde organisée par le projet BIOPAMA a permis de présenter la portée géographique et technique de chaque centre, de discuter des synergies et passerelles de dialogue entre les centres et d'illustrer les opportunités et avantages pour les partenaires financiers et les donateurs d'investir dans ces centres.

La COP16 CDB a été une occasion de nouer des partenariats avec :

- Banque Islamique de Développement : axes de collaboration à travers le renforcement des capacités et formation sur l'approche nature positive, l'assistance technique dans le cadre des projets de la Banque dans ses pays d'intervention ;
- Société Générale : des domaines de collaboration ont été explorés et portent sur : la reconnexion des aires protégées par le biais des corridors, la restauration des moyens de subsistance, l'agriculture durable ...
- Ministères en charge de l'Environnement du Burkina Faso, de la Sierra Leone et de la République Démocratique du Congo.

Forum Régional sur le développement Durable de la Vallée du Fleuve Sénégal



Sur invitation de la Banque Mondiale, une délégation de l'UICN-PACO conduite par la Directrice régionale a pris part au Forum régional sur le développement durable de la Vallée du Fleuve Sénégal. Organisé le 18 janvier 2024, le Forum a accueilli une centaine de participants du Sénégal et de la Mauritanie pour échanger sur les défis du développement durable de cette zone dans un contexte de changement climatique. A cet effet, la Directrice régionale du PACO a présidé le panel de haut niveau sur le « **rôle des décideurs politiques et des partenaires au dé-**

veloppement pour assurer un développement durable dans la vallée du Fleuve Sénégal ». Le projet de développement et de résilience de la Vallée du Fleuve Sénégal a été présenté lors de ce panel ainsi que les engagements de la Banque Mondiale et de la Société Financière Internationale. Ce panel a permis de passer en revue le rôle des partenaires techniques et financiers et d'évaluer les investissements consentis dans la zone de la vallée depuis quelques décennies. La cohérence des interventions et l'impact de ces investissements ont été rappelés.

20ème Conférence des Parties du Partenariat sur les Forêts du Bassin du Congo (PFBC)

La présence du PACO à cette importante conférence a permis de renforcer la présence de l'UICN au sein du PFBC, les partenariats stratégiques avec les différentes parties prenantes du Bassin du Congo et contribuer à l'approfondissement des réflexions sur les approches et outils devant faciliter le nexus mobilisation des ressources-gouvernance environnementale-développement communautaire durable. Par sa participation active à des panels, ateliers thématiques et rencontres bilatérales, l'UICN a plaidé pour une conservation durable basée sur l'implication des communautés locales, la restauration des écosystèmes et le développement de chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux (PFNL) avec le secteur privé. L'accent a été mis sur le financement durable, incluant des paiements pour services écosystémiques et des initiatives de dette contre nature, tout en promouvant des projets bancables pour attirer des bailleurs de fonds. La jeunesse a été au cœur des discussions, avec des recommandations visant à renforcer leurs capacités en matière de recherche et de conservation. En effet

l'UICN-PACO a contribué techniquement et financièrement à l'organisation de la première édition du forum de la jeunesse du PFBC.

Les principales conclusions soulignent la nécessité d'approches holistiques intégrant les dimensions socioéconomiques dans les politiques environnementales. Cinq gouvernements ont exprimé leur engagement à collaborer avec l'UICN sur des initiatives de conservation et de développement durable, tandis que des partenaires tels que la Commission Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) et la BAD ont reconnu l'UICN comme un acteur central pour la mise en œuvre de projets régionaux.

Les recommandations clés incluent le maintien du dialogue avec les partenaires, le renforcement des capacités des acteurs locaux, la mobilisation accrue des ressources financières et l'intégration des jeunes dans les stratégies de conservation.

https://iucnhq-my.sharepoint.com/:v/g/personal/goungoungage_iucn_org/EepVjYcyzdVNt9hjNA6A-zUwBMAo0HU0WDyVWqb-S3a8WeAA?e=9DK4xb



Panel du groupe d'experts du patrimoine mondial



• Membres du patrimoine mondial accompagné du personnel de l'UICN lors de Panel du groupe d'experts du patrimoine mondial à leur réunion tenue au PACO à Dakar

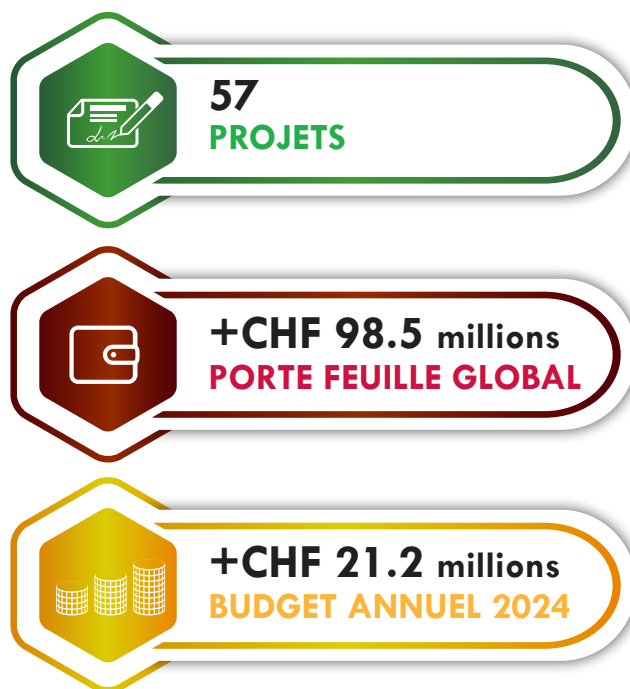
Le bureau régional de l'UICN-PACO à Dakar a été le cadre de la tenue du panel du groupe d'experts du patrimoine mondial. Ce fut la première fois qu'une telle rencontre se tient en Afrique et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest. Pour rappel, sur plus de **1 200 sites inscrits au patrimoine mondial**, environ **12%** sont situés en Afrique, essentiellement constitués d'écosystèmes et de va-

leurs culturelles majeures. Ce panel a permis d'explorer l'intégration accrue des programmes thématiques et des pays dans les efforts de suivi de l'UICN pour la reconnaissance des sites du patrimoine mondial. Ce fut également une opportunité d'envisager la mobilisation de l'expertise régionale et locale dans le processus du patrimoine mondial.

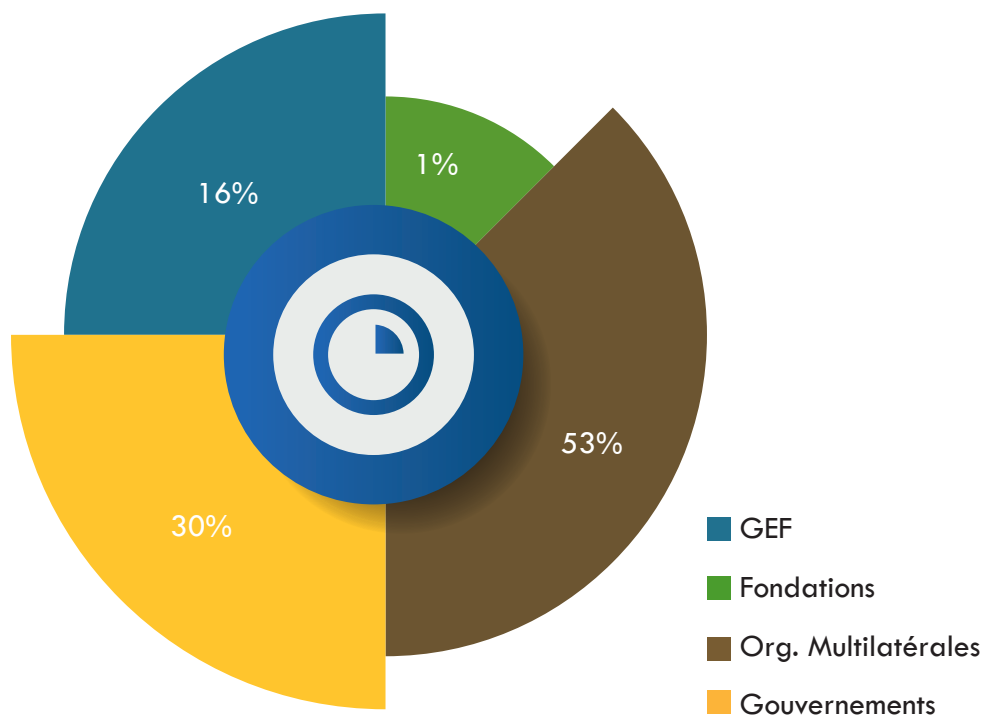


► 6 SITUATION FINANCIÈRE

Porte feuille de nos projets



Budget opérationnel 2024



Nos partenaires financiers



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK



UNOPS



United Nations
Convention to Combat
Desertification



Gouvernement
du Canada



WUSC • EUMC



▶ **7** EXPERTS DES
COMMISSIONS
SPÉCIALISÉES
AU PACO



Commission de l'éducation et de la communication Promouvoir le changement grâce à la communication, l'apprentissage et le savoir



Commission sur la gestion des écosystèmes
Promouvoir des approches écosystémiques pour la gestion des paysages terrestres et marins



Commission des politiques environnementales, économiques et sociales
Harmoniser la conservation de la nature et les préoccupations essentielles de justice sociale, culturelle, environnementale et économique des sociétés humaines.



Commission pour la sauvegarde des espèces
Influencer, encourager et aider les sociétés à conserver la biodiversité en renforçant les connaissances sur les statuts des espèces et les menaces qui pèsent sur elles.



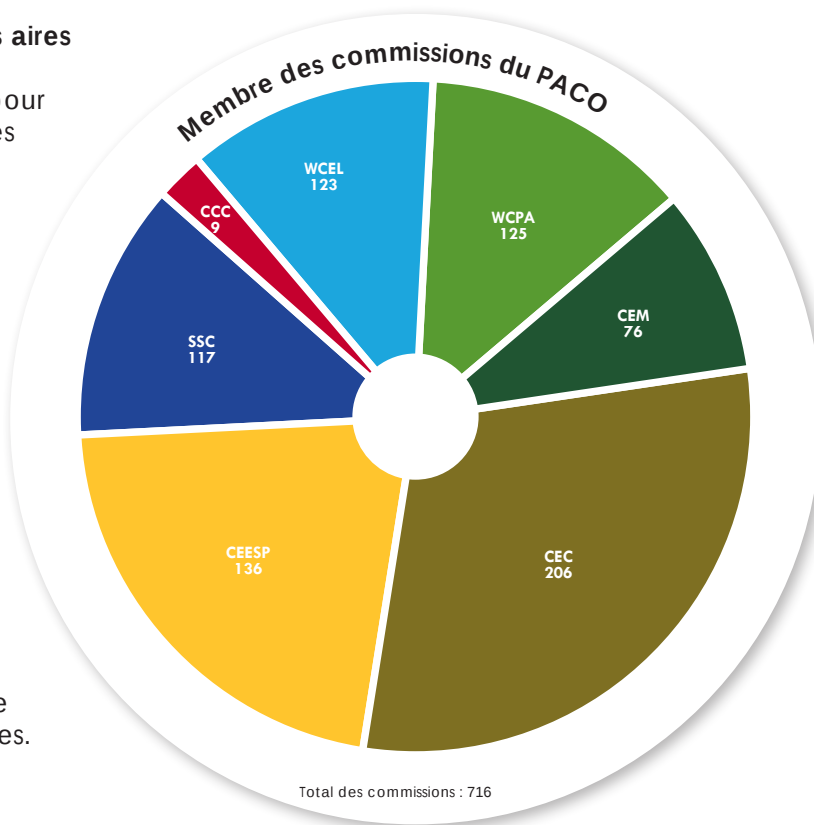
Commission mondiale du droit de l'environnement
Faire progresser le droit de l'environnement pour renforcer les fondements juridiques de la conservation de la nature et du développement durable.



Commission mondiale des aires protégées
Utiliser les connaissances pour élaborer des politiques, des conseils et des directives sur l'ensemble des questions entourant les aires protégées.



Commission de l'UICN sur la crise climatique
Promouvoir des solutions appropriées, efficaces, justes et respectueuses de la nature à la crise climatique, fondées sur les meilleures preuves scientifiques disponibles provenant de tous les organismes internationaux réputés et des systèmes de connaissances autochtones.



œuvrer pour
un monde juste
qui valorise et
conserve la nature



UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE

Bureau Régional
Programme Afrique Centrale et Occidentale – PACO
Appartements Lots 26 et 27, Immeuble ELYSIUM Almadies Zone 7
Route du Méridien
B.P : 3215 Dakar
www.iucn.org/fr/regions/afrique-centrale-et-occidentale
www.iucn.org/resources/publications
E-mail : paco@iucn.org

🐦 twitter.com/iucn
f facebook.com/iucn.org